

MINUSCA

en action

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 062 | DU 1^{er} AU 15 FÉVRIER 2018



INTÉGRATION DES PREMIERS EX-COMBATTANTS À L'ARMÉE NATIONALE

<https://minusca.unmissions.org>

SOMMAIRE

- 3 INTÉGRATION DES PREMIERS EX-COMBATTANTS À L'ARMÉE NATIONALE**
- 4 RAPPROCHER LES SERVICES DE POLICE DES DÉPLACÉS INTERNES DE BAMBARÌ**
- 5 ERADIQUER LE FLEAU DES ENFANTS SOLDATS EN CENTRAFRIQUE**
- 6 DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA SIGNATURE DU PACTE DE NON-AGGRESSION ENTRE BOEING ET PK5**
- 7 CONTRIBUER À LA RESOLUTION DES CONFLITS PAR LE VOLONTARIAT**
- 8 LE SYSTÈME JUDICIAIRE DE NOUVEAU OPÉRATIONNEL À BAMBARÌ**

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Dany Balepe

PRODUCTION :

Division de Communication
Stratégique et d'Information Publique MINUSCA

FÉVRIER 2018

GUIRA 93.3 FM



Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
| Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati





INTÉGRATION DES PREMIERS EX-COMBATTANTS À L'ARMÉE NATIONALE

Cent et une nouvelles recrues issues des rangs des groupes armés ayant accepté d'adhérer au processus DDR ont rejoint, 5 février 2018, les Forces armées centrafricaines (FACA). Ces nouveaux militaires ont été formés dans le cadre du projet pilote DDR officiellement lancé, le 30 août 2017, par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra.

« Cette journée est historique car elle marque un tournant décisif dans le processus de réconciliation nationale par la formation de ces militaires issus de différents groupes. Nous avons ici des soldats formés au savoir-faire républicain et attachés au droit international humanitaire », a indiqué, dans son propos de circon-

stance, le chef de la mission militaire de formation de l'Union européenne en RCA (EUTM-RCA), le général Herminio Maio, qui s'est dit honoré d'avoir assuré la formation de cette première vague d'ex-combattants.

Pour sa part, le Président Touadéra n'a caché sa satisfaction : « je mesure à sa juste valeur la portée de cet événement. Avant d'aborder le vaste chantier du DDR, il fallait commencer par un projet pilote. » En s'appuyant sur cette réussite, il a exhorté les Centrafricains à plus de patience pour l'aboutissement du processus DDR. Puis, il a exhorté les nouveaux éléments à montrer au peuple centrafricain qu'ils sont « désormais les garants de leur sécurité et des soldats formés, respectueux du droit International. »

LE SAVIEZ-VOUS ?

560 ex-combattants avaient été sélectionnés pour le programme pilote DDR. Après le désarmement, la démobilisation et la vérification de leur éligibilité, deux vagues de 140 ex-combattants ont ainsi bénéficié d'une formation par l'EUTM RCA. Les 280 autres démobilisés seront orientés vers la réintégration socio-économique et communautaire.

RAPPROCHER LES SERVICES DE POLICE DES DÉPLACÉS INTERNES DE BAMBARI



Bambari est une des zones du pays à forte concentration de populations déplacées internes. Fuyant les violences, près de 50.000 personnes ont trouvé refuge dans les neuf camps de déplacés que compte la ville. Ces dernières n'ont pas toujours accès aux services de police, alors qu'elles subissent l'insécurité du fait de la précarité des conditions de vie. Afin de leur porter assistance, des « Postes de police avancés temporaires » ont été mis en place.

Lancé à Bambari le 16 janvier 2018, le projet dénommé « Postes de police avancés temporaires » est le fruit d'une initiative conjointe MINUSCA-Forces de Sécurité intérieure (FSI). Pour le chef de la composante police de la MINUSCA à Bambari, le colonel Tarek Bouteraa, « ce dispositif instaure donc des échanges étroits avec les populations déplacées pour mieux connaître leurs problèmes et proposer des solutions adaptées. »

A raison d'au moins une visite par semaine au minimum, ces postes de police mobiles, composés de FSI et de la police des Nations Unies, sillonnent chacun des huit camps de déplacés que compte Bambari en vue de collecter les plaintes, bien souvent nombreuses, des populations. « Les plaintes déposées par les requérants sont de

plusieurs ordres, allant des cas de vols de biens, d'agressions, d'abus de confiance aux viols perpétrés dans l'enceinte des sites », indique le Commandant du détachement des FSI à Bambari, le chef d'escadron Simplice Mafoupata. « Si l'on n'arrive pas à les régler à l'amiable ou pour des cas graves tels que les viols ou agressions physiques, la plainte est dûment enregistrée et il est demandé aux requérants de se rendre au commissariat ou à la brigade de gendarmerie afin de poursuivre la procédure », ajoute-t-il.

Pour les déplacés internes des camps, cette police de proximité est plus que salutaire. « En raison de leur statut, des difficultés financières ou de l'éloignement, les déplacés rechignent à saisir la police lorsqu'elles sont victimes d'abus ou qu'elles veulent porter un problème particulier à la connaissance des forces de l'ordre. Nous sommes donc infiniment reconnaissants aux initiateurs de ce projet d'avoir pensé à rapprocher la police de nos populations », se réjouit le coordonnateur du site du PK8 sur l'axe Bambari-Bangui et qui accueille plus de 4.000 déplacés, Paul Mandalinga. Pour lui, « les coordonnateurs des camps sont déjà actifs dans la sensibilisation auprès des populations déplacées afin qu'elles adhèrent massivement au projet ». ■

ERADIQUER LE FLEAU DES ENFANTS SOLDATS EN CENTRAFRIQUE

Le 12 février de chaque année, la communauté internationale célèbre la journée internationale des enfants-soldats. La République centrafricaine, touchée par un conflit, a aussi commémoré cette journée lors d'une cérémonie à Bangui, rehaussée par la présence de la ministre de la Promotion de la femme, de la famille et de la Protection de l'Enfant, Gisèle Pana, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, de la Représentante de l'UNICEF, Christine Muhigana, et de nombreux enfants.

Cette journée a été l'occasion pour faire comprendre au public cette problématique mondiale et poser des gestes de solidarité envers ces enfants qui évoluent dans des contextes difficiles.

Ex-enfant soldat, Graziella Ouakabo, a délivré un message évoquant la « solidarité » qui lui a donné la « force de témoigner », mais aussi de « comprendre qu'il n'y a pas de barrières entre les enfants (...) qu'on peut tourner la page. »

Quant au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, il a appelé à la réflexion autour des défis qui interpellent tous les acteurs. « Le 12 février, journée commémorative de l'entrée en vigueur du Protocole

facultatif concernant l'implication des enfants dans les conflits armés donne l'opportunité de réfléchir à des solutions aux défis que soulève ce problème », a dit Parfait Onanga-Anyanga.

Défis que les autorités centrafricaines, par le biais de la ministre Gisèle Pana, s'engagent à relever : « nous sommes conscients que les ravages causés par la crise ont aussi comme conséquences l'accès à l'éducation de nos enfants et aussi le phénomène des enfants soldats. Nous prenons l'engagement de nous impliquer pleinement pour éradiquer ce phénomène et permettre à tous les enfants de retrouver le chemin de l'école. »

La même célébration s'est tenue à l'intérieur du pays, notamment à Bouar où plus de 150 enfants ont eu droit à une sensibilisation, au centre culturel Saint Kizito, à travers des sketches et des messages sur les méfaits de l'implication des enfants dans les conflits armés.

A Bria, la journée a été marquée par une sensibilisation et une conférence-débat sur le thème « Stratégies de réduction des violences faites enfants dans la Préfecture de la Haute-Kotto ». Parmi les participants figuraient outre les enfants, les autorités locales, des représentants de groupes armés, des jeunes, les enseignants, des associations de femmes. ■



LE SAVIEZ-VOUS ?

Environ 12.500 enfants dont 29% de filles ont été extraits des groupes armés en République centrafricaine depuis 2014, grâce aux efforts conjoints du Gouvernement centrafricain et des partenaires.

DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA SIGNATURE DU PACTE DE NON-AGGRESSION ENTRE BOEING ET PK5

Ambiance de fête sur la place « Kokoro Boeing », le nouveau marché du quartier de Boeing. De la musique, des pas de danse et des clameurs pour célébrer la mise à disposition de cette infrastructure qui marque le deuxième anniversaire de la signature du Pacte de non-agression entre les habitants de Boeing et de PK5.

« Vous avez décidé, il y a deux ans, d'enterrer la hache de guerre et de vous engager pleinement à mettre un terme aux violences et surtout de pacifier les cœurs », a, d'emblée, salué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, par ailleurs Coordonnateur humanitaire, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD, Najat Rochdi.

Après plusieurs mois de médiation de la MINUSCA et de l'ex-gouvernement de Transition, un engagement résumé en 12 articles, dénommé « Pacte de non-agression et de réconciliation » avait, en effet, été signé, le 11 février 2016, entre les populations de Boeing et PK5. « Vous avez décidé de ne pas attendre que la paix soit établie par d'autres, et vous avez pris votre destin en main, afin d'aboutir à ce pacte de non-agression, [...] ce symbole d'espoir », a indiqué la représentante spéciale adjointe aux côtés de laquelle se tenaient des représentants d'agences du système des Nations Unies, ainsi que des responsables administratifs et élus locaux.

Les « koli » et « wali gara » (commerçants du marché), ont, pour leur part, accueilli avec joie la nouvelle infrastructure qui viendra donner un coup d'accélérateur à l'activité économique de la zone. Mais pour une meilleure conduite de leurs affaires, « nous demandons une formation sur la gestion de nos affaires. En effet, faute de connaissances, les activités des commerçants n'évoluent pas. Aidez-nous en renforçant d'abord nos capacités, avant de nous financer. Car, sans bases solides, aucun financement n'aboutira », a plaidé la porte-parole, Paulette Deganai. ■



CONTRIBUER À LA RESOLUTION DES CONFLITS PAR LE VOLONTARIAT



Après Bangui, le 13 février 2018, la délégation du Coordonnateur exécutif du programme des volontaires des Nations Unies a mis le cap, le 14 février 2018, sur Kaga-Bandoro, chef-lieu de la préfecture de la Nana Gribizi.

« Je suis venu voir les Volontaires des Nations Unies en action », a souligné Olivier Adam lors de sa rencontre avec préfet de la Nana Gribizi, Augustin Tombou, et le chef du bureau de la MINUSCA à Kaga-Bandoro, Renner Onana. En effet, a estimé le Coordonnateur exécutif du programme des volontaires des Nations Unies, « le volontariat est l'un des instruments nécessaires pour régler les problèmes en Afrique centrale ».

Pour les volontaires, cette visite était un encouragement. « Il a vu les conditions et l'environnement sécuritaire dans

lequel nous travaillons. Et nous apprécions son engagement dans les réformes au sein du programme des Volontaires des Nations Unies et la promotion de l'action volontaire », a déclaré Koffi Abou Anzoua, volontaire des Nations Unies à Kaga-Bandoro depuis 2015.

Pour cette visite de terrain, Olivier Adam, était accompagné du directeur Pays du PNUD, Mathieu Ciowela, de la coordonnatrice régionale pour l'Afrique de l'ouest et centrale du Programme des Volontaires des Nations Unies, ainsi que des chargés du programme VNU en RCA. La délégation a visité des projets de réinsertion communautaire dans lesquelles des volontaires tant nationaux qu'internationaux sont impliqués.

À ce jour, Kaga-Bandoro compte 15 Volontaires des Nations Unies sur les 300 en service en Centrafrique. ■

BRÈVE

■ **DANS LA MOUVANCE DE LA JOURNÉE DE LA JEUNESSE**, l'inspection de la jeunesse et les différentes ligues sportives de la préfecture de la Mambéré-Kadéï en collaboration avec la MINUSCA, a organisé, le 3 février 2018, au stade municipal de Berberati plusieurs activités sportives au nombre desquelles un match de gala des compétitions de karaté et de boxe. Les spectateurs ont aussi eu droit à des démonstrations de danses traditionnelles exécutées sur de la musique locale. Au-delà du sport, cette activité s'est voulue un créneau pour promouvoir la culture de la paix dans le milieu des jeunes.

LE SYSTÈME JUDICIAIRE DE NOUVEAU OPÉRATIONNEL À BAMBARÌ



Dans un état de déliquescence il y a encore quelques années, la chaîne pénale à Bambari est à nouveau opérationnelle. Le 7 février 2018, la salle d'audience du Tribunal de grande instance de Bambari était noire de monde. À la barre, 24 prévenus poursuivis entre autres, pour vols de biens, enlèvements d'enfants ou détention illégale d'armes de guerre. Ils comparaissaient devant une Cour composée du greffier en chef, du procureur de la République représentant le Ministère public, d'un avocat des prévenus et présidée par le juge Olivier Wanaboum.

Pareille session correctionnelle à Bambari, il y a encore quelques mois relevait de l'utopie, tant le système judiciaire dans la région de la Ouaka apparaissait dépareillé, sans infrastructures, ni personnel judiciaire. « Il a fallu tout refaire », en témoigne l'officier des affaires judiciaires de la MINUSCA à Bambari, Touwende Tougouma. « Nous sommes repartis de zéro, après la crise de 2014 au cours de laquelle les infrastructures judiciaires avaient été détruites et les archives pillées. À l'arrivée de l'équipe judiciaire de la MINUSCA en juillet 2015, aucun magistrat n'était déployé à Bambari », se rappelle-t-il.

En collaboration avec les autorités nationales, la MINUSCA s'est donc assignée pour mission de restaurer l'ensemble du système judiciaire de la région, en ayant comme point de départ Bambari, le chef-lieu de la préfecture de la Ouaka.

Le premier à avoir rejoint Bambari en janvier 2016 fut le

Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance, Éric Tandjio, suivi plus tard du Président du Tribunal de Grande Instance, le greffier en chef et plusieurs autres hommes de lois. « Si les débuts ont été pénibles parce qu'il y avait peu de personnels judiciaires et presque pas de moyens matériels, aujourd'hui, les conditions sont bien meilleures. Nous travaillons dans un tribunal rénové et l'équipe judiciaire est bien étoffée à Bambari », apprécie le procureur Tandjio.

Pour autant, certaines difficultés demeurent qui entravent son plein fonctionnement. « Les magistrats exerçant dans les juridictions en dehors de Bambari, telles Alindao ou Mobaye, sont encore confrontés à l'insécurité et à la présence des groupes armés dans ces zones. L'absence de matériels roulants, de résidences voire de bibliothèques pour les magistrats sont également des contraintes qui nous empêchent d'être pleinement efficaces », regrette le procureur qui reste tout de même confiant. « Nous avons bon espoir avec le soutien de la tutelle et d'autres partenaires clés tels que la MINUSCA ou le Gouvernement américain que nos difficultés trouveront des solutions parce que la justice est un des piliers essentiels pour la lutte contre l'impunité et la consolidation de la paix en RCA », assure-t-il.

Même souhait au niveau de la Maison d'Arrêt de Bambari, où l'on espère, dans les prochains mois, du personnel additionnel avec l'opération nationale de recrutement de 150 surveillants et agents pénitentiaires lancée, en janvier 2018, par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, avec l'appui de la MINUSCA. ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>



<https://facebook.com/minusca.unmissions>



https://twitter.com/UN_CAR



<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>